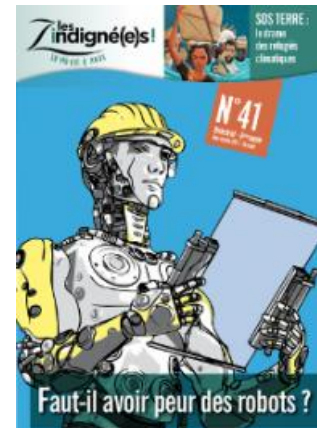


Robots, emploi, modèle social

Michel Husson, *Les Zindigné(e)s* n°41, mars 2017



I. Les robots contre l'emploi ?

Les discours prophétiques sur les destructions d'emplois à venir ne datent pas d'aujourd'hui. On a eu droit au même refrain avec la « nouvelle économie » au début de ce siècle, puis avec les prédictions sur la « fin du travail » de Jeremy Rifkin [1], le même qui célébrera un peu plus tard « le rêve européen » [2], dont on sait qu'il s'est transformé en cauchemar.

Un vieux refrain

Si on remonte encore dans le temps, on trouve le fameux rapport Nora-Minc de 1978 sur *L'informatisation de la société* [3] qui annonçait déjà des gains énormes de productivité que l'on n'a jamais vu venir. Vingt ans après ses prédictions futuristes, Alain Minc revenait en 2000 sur ses illusions, sous forme d'une autocritique implicite : « Quelle ne fut pas, de ce point de vue, l'illusion informatique ! A l'évidence, ni l'apparition des ordinateurs les plus puissants, ni l'explosion de la micro-informatique n'ont rempli ce rôle salvateur : elles ont pris leur part de la modernisation de l'appareil productif ; elles n'ont pas modifié les paramètres principaux de l'économie (...) Ce ne fut pas la panacée espérée » [4].

Cependant Minc ne se décourageait pas. Avec *l'e.économie*, cette fois ce devait être la bonne : « Je suis convaincu que nous entrons, cette fois-ci, dans un authentique cycle Kondratiev. Il existe entre l'informatique et le multimédia [sic] une différence fondamentale. Une mutation technologique n'induit un nouveau cycle de croissance que si elle joue simultanément sur l'offre et sur la demande. D'un côté améliorer l'efficacité de l'appareil productif, en permettant des gains massifs de productivité ; faire naître de l'autre, au niveau du consommateur final, des produits radicalement nouveaux, susceptibles de modifier ses habitudes de consommation ».

Cette fois encore, les prévisions ne se sont pas réalisées. Et il faut insister sur ce point : l'idée largement répandue selon laquelle des gains de productivité très élevés seraient la cause du chômage et annonceraient la fin du travail est, à ce jour en tout cas, totalement démentie par les faits. Les gains de productivité étaient très élevés durant la période des « Trente glorieuses », caractérisée par un quasi-plein-emploi. Et la montée du chômage est concomitante de leur épuisement.

Les nouvelles prévisions des experts : de 1 à 5

L'étude de référence, maintes fois citée, est celle de Frey et Osborne [5] qui prévoit que 47 % des emplois aux Etats-Unis seraient menacés par l'automatisation au cours des deux prochaines décennies. Les autres études sont de simples décalques, par exemple celle du cabinet Roland Berger qui prévoit la destruction de 3 millions d'emplois en France d'ici à 2025 [6]. D'autres contributions sont pourtant nettement moins alarmistes. Georg Graetz et Guy Michaels [7] ne trouvent « pas d'effet significatif des robots industriels sur l'emploi global ». Un autre spécialiste de ces questions, David Autor, se demande ironiquement « pourquoi il y a encore tant d'emplois » [8] et introduit la distinction fondamentale entre tâches et emplois : « Bien que certaines des *tâches* effectuées par des emplois moyennement qualifiés sont exposés à l'automatisation, beaucoup de ces *emplois* continueront à mobiliser un ensemble de tâches couvrant l'ensemble du spectre des qualifications ».

C'est sur la base de cette distinction entre emplois et tâches qu'une récente étude de l'OCDE [9] arrive à un chiffre très inférieur (5 fois moins) aux prévisions les plus alarmistes : « 9% des emplois seulement sont confrontés aux États-Unis à une forte probabilité d'être automatisés [*'automatibility'*] au lieu de 47% selon Frey et Osborne ». Ce résultat est obtenu à partir d'une critique serrée de leur méthode (voir encadré) qui vaut pour toutes les études qui la reprennent.

Encadré

Frey et Osborne : une méthode contestable

Comment les deux économistes (même s'ils travaillent à Oxford) arrivent-ils à prévoir l'évolution de l'emploi « sur un certain nombre, indéterminé, d'années, peut-être une décennie ou deux » ?

Ils commencent par sélectionner 70 postes de travail parmi les 702 de leur base de données. Puis ils s'adressent à des « experts » et leur posent cette question : « Les tâches correspondant à cet emploi pourraient-elles être suffisamment spécifiées, sous réserve de la disponibilité de *big data*, pour être effectuées par les équipements commandés par ordinateur les plus récents (*state of the art*) ».

Les évaluations des experts sont ensuite étendues à l'ensemble des 702 postes de travail considérés, sur la base d'une corrélation avec d'autres caractéristiques qui leur servent d'indicateurs des obstacles (*bottlenecks*) à l'informatisation. Mais cette extrapolation n'est pas légitime, car elle ne repose que sur des corrélations qui ne disent rien sur la proportion d'emplois automatisables pour les 632 catégories (sur 702) non « expertisées ».

La machinisation du travailleur

Il vaut d'ailleurs la peine de décrire les obstacles à l'automatisation identifiés par Frey et Osborne (voir leur tableau 1, p.31). Une première catégorie regroupe les exigences de dextérité et les contraintes liées à la configuration du poste de travail.

Vient ensuite l'intelligence créative, à savoir la vivacité intellectuelle ou les dispositions artistiques. Mais la dernière catégorie, baptisée « intelligence sociale » fait froid dans le dos et mérite d'être citée plus en détail. Voici donc, selon Frey et Osborne, quels sont ces autres obstacles à l'informatisation :

- la perspicacité sociale, qui consiste à comprendre les réactions des autres et les raisons de ces comportements ;
- l'esprit de négociation, autrement dit le fait de chercher à concilier les points de vue différents ;
- la persuasion, qui permet d'amener les autres à changer de point de vue ou de comportement ;
- la préoccupation pour les autres (collègues, clients, patients) sous forme d'assistance personnelle, de soins médicaux ou autres ou de soutien émotionnel.

Cette énumération permet de comprendre à quel point l'automatisation des processus de production est conçu comme une « machinisation » des travailleurs. L'obstacle à éradiquer, ce sont les dispositions - tout simplement humaines - qui constituent le collectif de travail et permettent que se nouent les relations sociales entre producteurs et usagers. L'idéal, typique du capitalisme, est au fond de porter à son paroxysme la réification des rapports sociaux qui transforme les rapports entre être humains en rapports entre marchandises.

Les limites de l'automatisation capitaliste

L'automatisation se combine avec les différentes formes de ce que l'on appelle désormais l'économie numérique, dont l'« ubérisation » est la manifestation la plus médiatisée. Certains y voient une explication possible du paradoxe de Solow selon lequel « on voit des ordinateurs partout, sauf dans les statistiques de productivité ». Pour Charles Bean, ex-économiste en chef de la Banque d'Angleterre, ce paradoxe proviendrait notamment « du fait qu'une part croissante de la consommation se porte sur des produits numériques gratuits ou financés par d'autres moyens, comme la publicité. Bien que les biens virtuels gratuits ont clairement de la valeur pour les consommateurs, ils sont entièrement exclus du PIB, conformément aux normes statistiques internationales. Par conséquent, nos mesures pourraient ne pas prendre en compte une part croissante de l'activité économique » [10].

Pour corriger ce biais, Bean propose deux méthodes : « On pourrait utiliser les salaires moyens pour estimer la valeur du temps que les gens passent en ligne en utilisant des produits numériques gratuits, ou bien corriger la production de services de télécommunication pour tenir compte de la croissance rapide du trafic Internet ».

Le professeur de la London School of Economics commet ici une bourde révélatrice en confondant valeur d'usage et valeur d'échange. La « valeur » que représente pour le consommateur l'écoute de musique en ligne représente une valeur d'usage mais pas de valeur d'échange : ce n'est donc pas vraiment une marchandise. C'est la société du « coût marginal zéro » que théorise Rifkin [11] qui n'a peut-être pas tort sur ce point de pronostiquer « l'éclipse du capitalisme ».

La généralisation de l'économie numérique n'est donc pas forcément compatible avec la logique capitaliste qui est de produire et de vendre des marchandises : celles-ci peuvent tout à fait être virtuelles et dématérialisées, mais elles doivent rentabiliser le capital. De même la robotisation doit, non seulement être rentable, mais disposer de débouchés. Si vraiment elle devait conduire à une destruction massive d'emplois, la question se poserait alors de savoir à qui vendre les marchandises produites par les robots.

Il faudrait creuser ces pistes afin d'actualiser le principe avancé par Ernest Mandel : « L'automation générale dans la grande industrie est impossible en régime capitaliste. Attendre une telle automation généralisée aussi longtemps que les rapports de production capitalistes ne sont pas supprimés, est tout aussi faux que d'espérer la suppression de ces rapports de production des progrès mêmes de cette automation » [12].

Notes

Les références sont en ligne ici : <http://goo.gl/B6viQU>

[1] Jeremy Rifkin, *The End of Work*, 1995 ; *La Fin du travail*, La Découverte, 1996.

[2] Jeremy Rifkin, *The European Dream. How Europe's Vision of the Future Is Quietly Eclipsing the American Dream*, 2004 ; traduction française : *Le rêve européen : ou comment l'Europe se substitue peu à peu à l'Amérique dans notre imaginaire*, 2005.

[3] Simon Nora, Alain Minc, *L'informatisation de la société*, 1978.

[4] Alain Minc, www.capitalisme.fr, 2000.

[5] Carl B. Frey, Michael A. Osborne, « The future of employment: how susceptible are jobs to computerisation? », September 2013.

[6] Camille Neveux, « Les robots vont-ils tuer la classe moyenne ? », *Le Journal du Dimanche*, 26 octobre 2014.

[7] Georg Graetz, Guy Michaels, « Robots at Work », *CEPR Discussion Paper 10477*, March 2015.

[8] David H. Autor, « Why Are There Still So Many Jobs? The History and Future of Workplace », *Journal of Economic Perspectives*, vol.29, n°3, 2015.

[9] M. Arntz, T. Gregory, U. Zierahn, « The Risk of Automation for Jobs in OECD Countries », OECD, 2016.

[10] Charles Bean, « Measuring the Value of Free », *Project Syndicate*, May 3, 2016.

[11] Jeremy Rifkin, *La Nouvelle Société au coût marginal zéro*, 2014.

[12] Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Edition de La Passion, Paris 1997, p.453.

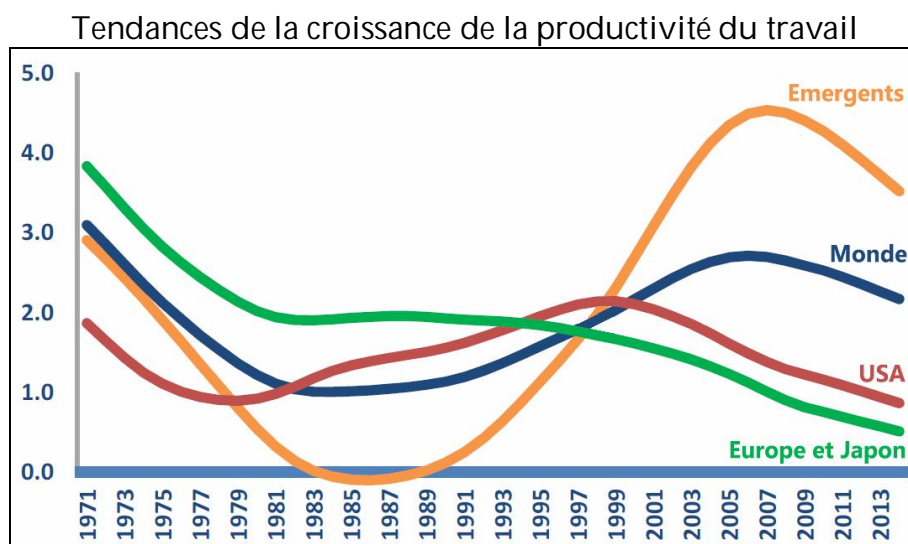
II. Les paradoxes de la productivité

Si les robots devaient détruire les emplois en masse, la productivité du travail (ce qui est produit en une heure de travail humain) ferait un énorme bond en avant. Il se trouve pourtant que le principal sujet d'inquiétude de beaucoup d'économistes et d'institutions comme le FMI ou l'OCDE est aujourd'hui exactement le contraire, à savoir un ralentissement général de la productivité du travail.

La productivité en berne

C'est aujourd'hui un phénomène à peu près universel qui n'est pas vraiment compris par les économistes. Le *Financial Times* [1] s'inquiète de ce « casse-tête déconcertant », tandis que Christiane Lagarde évoque une « nouvelle médiocrité ».

Les économies émergentes, qui avaient pris le relais des économies dites avancées au début de la crise sont désormais concernées elles aussi. Cela s'explique en grande partie par un repli de la mondialisation et du commerce mondial. Le développement des « chaînes de valeur globales » se ralentit en raison de l'augmentation des coûts salariaux, notamment en Chine, et la moindre croissance du Nord fragilise les modèles exportateurs du Sud. Certains des pays émergents, par exemple le Brésil, reviennent à une insertion dominée dans la division internationale du travail. Ce dernier point est particulièrement important dans la mesure où une bonne partie des gains de productivité réalisés dans les pays émergents étaient captés par les pays du Nord.



Source : The Conference Board [2]

Les capitalistes sont donc inquiets, et cette inquiétude s'exprime à travers le débat sur la « stagnation séculaire » qui est porté par des économistes qui n'ont rien d'hétérodoxes. Ce débat recouvre au moins deux versions. La première fait référence aux effets de la crise financière et aux limites de la politique monétaire. Celle-ci serait rendue inopérante par le *Zero Lower Bound*, autrement dit par des taux d'intérêt proches de zéro, qui limitent la capacité des banques centrales à relancer l'activité.

Cette première catégorie d'analyses a l'intérêt de pointer le poids des dettes accumulées mais elle débouche sur un appel à des politiques mieux adaptées, sans voir qu'elles sont contradictoires avec la logique profonde du capitalisme. L'un des participants à ce débat peut ainsi écrire : « Il n'y a pas de raison de s'infliger une stagnation séculaire si le gouvernement compense le désendettement du secteur privé par des mesures de relance budgétaire » [3].

La deuxième version, portée notamment par l'économiste Robert Gordon, insiste sur le rendement décroissant des innovations en termes de gains de productivité. Plus précisément sa thèse est que « les innovations n'auront plus à l'avenir le même potentiel en termes de croissance que dans le passé » [4]. Et son pronostic est très pessimiste : « La croissance future du PIB par tête sera inférieure à ce qu'elle a été depuis la fin du 19^{ème} siècle, et la croissance de la consommation réelle par habitant sera encore plus lente pour les 99 % du bas de la répartition des revenus ».

Cette thèse a l'intérêt de poser la question du dynamisme du capitalisme, qui repose en fin de compte sur sa capacité à dégager des gains de productivité. Un petit détour est donc nécessaire pour analyser les liens entre productivité du travail et rentabilité.

Taux de profit et productivité

Pour un marxiste (mais pas seulement), c'est le taux de profit qui détermine la dynamique du capital. Il faut donc détailler les facteurs dont dépend l'évolution du taux de profit. Pour résumer [5], le taux de profit augmente quand la productivité globale des facteurs progresse plus vite que le salaire réel. Cette « productivité globale des facteurs » est définie comme la moyenne de la productivité du travail et de l'efficacité du capital.

Cette approche permet d'établir les liens empiriques entre rentabilité et productivité. Jusqu'au milieu des années 1980, le ralentissement des gains de productivité se traduit par une baisse tendancielle du taux de profit dans les grandes économies. Ensuite, durant la phase néo-libérale, le capitalisme réussit la prouesse de rétablir le taux de profit en dépit du ralentissement persistant des gains de productivité. Mais il n'a pu le faire que sur la base d'une baisse de la part des salaires et par la mise en œuvre de divers dispositifs qui ont débouché sur la crise.

Vers une « stagnation séculaire » ?

Ce débat sur la stagnation séculaire peut alors être interprété de la manière suivante : si le capitalisme est incapable de dégager de nouveaux gains de productivité, peut-il retrouver un dynamisme renouvelé sans retomber dans les distorsions et les contradictions du modèle néo-libéral ? On voit que ce questionnement dépasse une lecture « financieriste » de la crise et qu'il a l'intérêt de s'intéresser aux « fondamentaux » du capitalisme. D'où l'inquiétude des dominants devant le paradoxe de la productivité.

Une explication de ce paradoxe a été suggérée lors de l'éclatement de la « bulle Internet » au début des années 2000. Patrick Artus [6] avait alors paraphrasé Marx en montrant que les gains de productivité liés aux nouvelles technologies avaient été très coûteux en investissements et que cette augmentation de la composition organique du capital avait enclenché une chute du taux de profit. Bref, la « nouvelle économie » n'était bien qu'un cycle « high tech » [7].

Mais le paradoxe subsiste. Lawrence Mishel de l'*Economic Policy Institute*, un "think tank" proche des syndicats, note que « les robots sont partout dans les médias, mais ils ne semblent pas laisser d'empreinte dans les données » (*Robots are everywhere in the news but they do not seem to leave a footprint in the data*) [8]. En s'appuyant sur les résultats d'une étude qui fait autorité [9], il montre que la productivité du travail et les investissements en capital fixe, en matériel informatique et en logiciels ont certes accéléré entre 1995 et 2002 par rapport à la période 1973-1995. Mais depuis 2002, toutes ces grandeurs ralentissent. Toute la question est de savoir si cette tendance est susceptible de se retourner et de soutenir une sortie de crise fondée sur les nouvelles technologies. La même question se pose pour l'Europe où la part des investissements dans les nouvelles technologies tend à ralentir ou à stagner.

Cette question reste ouverte, mais l'analyse devrait prendre en compte plusieurs facteurs et notamment la logique de l'accumulation du capital. Un fait troublant a été mis en lumière par une étude récente [10] de spécialistes reconnus du domaine. L'effet des gains de productivité liés aux nouvelles technologies, constatent-ils, « n'est jamais visible après la fin des années 1990 ». Mais surtout, lorsque cet effet est discernable, « il résulte d'une baisse de la production relative [du secteur considéré] et d'une baisse encore plus rapide de l'emploi. Il est difficile de concilier ces baisses de production avec l'idée que l'informatisation et les nouvelles technologies incorporées dans les nouveaux équipements seraient à l'origine d'une révolution de la productivité ». Et les auteurs de conclure que leurs résultats « suggèrent à tout le moins que les solutions du paradoxe de Solow avancées jusqu'ici doivent être examinées de façon critique, et que les partisans d'une rupture technologique doivent fournir des preuves plus directes des transformations induites par les nouvelles technologies. Les déclarations antérieures sur la mort du paradoxe de Solow étaient peut-être prématurées ».

La robotisation ou l'automatisation peuvent évidemment engendrer des gains de productivité dans l'industrie et dans une partie des services. Mais les innovations nécessitent des investissements, et ceux-ci doivent satisfaire le critère d'une rentabilité élevée. Et l'automatisation conduit à une remise en cause de la cohérence des sociétés (chômage de masse, polarisation entre emplois qualifiés et petits boulots, etc.) et aggravent une contradiction fondamentale, celle de la réalisation. Il faut en effet que les débouchés existent et on retombe ici sur la contradiction fondamentale de l'automatisation : qui va acheter les marchandises produites par des robots ?

Les mutations induites par ce que l'on appelle maintenant « économie collaborative » mériteraient une réflexion spécifique. Sans forcément y voir une alternative au

capitalisme, on peut cependant se demander dans quelle mesure ce type d'innovations peut être inséré dans la logique capitaliste : les ateliers d'imprimante 3D où les réseaux de co-voiturage ne sont pas forcément porteurs d'un élargissement du champ de la marchandise. C'est peut-être la réponse de fond au « paradoxe de Solow » : le flux des innovations technologiques ne semble pas se tarir, mais c'est la capacité du capitalisme à les incorporer à sa logique qui est en train de s'épuiser.

Notes

Les références sont en ligne ici : <http://goo.gl/B6viQU>

[1] « The productivity puzzle that baffles the world's economies », *Financial Times*, May 29, 2016.

[2] The Conference Board, "Productivity Brief 2015".

[3] Richard C. Koo, « Balance sheet recession is the reason for secular stagnation », dans: Coen Teulings et Richard Baldwin (éditeurs), *Secular Stagnation: Facts, Causes, and Cures*, CEPR, 2014.

[4] Robert J. Gordon, « Is U.S. Economic Growth Over? », *CEPR Policy Insight* N° 63, Septembre 2012.

[5] pour une approche formalisée, voir : Michel Husson, « Arithmétique du taux de profit », *note hussonet* n°66, août 2014._

[6] Patrick Artus, « Karl Marx is back », *Flash Natixis*, 4 janvier 2002.

[7] Michel Husson, « Derrière les mirages de la nouvelle économie », dans : Espaces Marx, *Capitalisme : quoi de neuf ?*, Syllepse 2002.

[8] Lawrence Mishel, « The Missing Footprint of the Robots », 13 Mai 2015.

[9] John G. Fernald, « Productivity and Potential Output Before, During, and After the Great Recession », Federal Reserve Bank San Francisco, 2014.

[10] Daron Acemoglu, David Autor, David Dorn, Gordon H. Hanson, and Brendan Price, « Return of the Solow Paradox? IT, Productivity, and Employment in US Manufacturing », *American Economic Review: Papers & Proceedings* 2014, 104(5).

III. Quel modèle social ?

S'il faut remettre en cause les évaluations catastrophistes des effets sur l'emploi des transformations induites par l'économie numérique, leur impact sur la structure des emplois et sur leurs statuts ne saurait être minimisée.

Prenons le projet « Industrie 4.0 » développé en Allemagne, qui vise à l'automatisation « intelligente » des usines (*smart factories*) via la mise en place de « systèmes cyber-physiques » assurant une meilleure coordination et une plus grande réactivité des robots. Une étude récente [1] trouve que ses effets sur l'emploi global seraient réduits. En revanche, ces nouveaux processus de production induiraient d'importants transferts de main-d'oeuvre entre postes de travail et secteurs, orientés vers des emplois plus qualifiés.

Depuis plusieurs décennies, les mutations technologies jouent déjà un rôle essentiel dans la « tripolarisation » des emplois : les emplois hautement qualifiés, d'un côté, et les emplois peu qualifiés, de l'autre, voient leur part augmenter dans l'emploi total. Et ce sont les emplois intermédiaires dont la part décline. Ce mouvement se combine avec la mondialisation et les relocalisations de main-d'oeuvre dans les pays dits émergents [2] et contribue au creusement des inégalités au sein même du salariat.

Selon une hypothèse optimiste, cette évolution pourrait être infléchie moyennant une élévation générale des qualifications, assurant ainsi un regain de compétitivité qui ne serait donc plus fondée sur de bas salaires. Mais cette perspective n'est pas forcément une voie royale susceptible de créer des emplois en nombre suffisant et adaptés à la structure des qualifications.

Le « collaboratif » contre le salariat

C'est là qu'intervient l'économie numérique et en particulier les plateformes qui procurent des petits boulots à des travailleurs dits « indépendants ». On peut citer AirBnB, Uber, BlaBlaCar, Task Rabbit, YoupiJob, Frizbiz ou encore les « Turcs mécaniques » d'Amazon. Cette économie du « partage », « collaborative » ou « à la demande » exerce un effet corrosif sur le statut de salarié. Comme le note l'OCDE [3], « un nombre croissant de travailleurs risquent de se retrouver exclus des conventions collectives. Il se peut également qu'ils n'aient pas droit aux allocations de chômage et aux régimes de retraite et de santé dont bénéficient les salariés, et qu'ils aient des difficultés à obtenir un crédit. A l'heure actuelle, les travailleurs indépendants n'ont pas droit aux allocations de chômage dans 19 pays de l'OCDE sur 34, et n'ont pas droit aux prestations d'accident du travail dans 10 pays ».

Mais les nouvelles technologies n'y sont peut-être pas pour grand-chose. Il n'y a en effet aucune corrélation entre le poids du travail indépendants et la part de l'emploi dans les secteurs de haute technologie. Elle irait plutôt dans le sens inverse, comme le montre Patrick Artus [4] qui suggère que « le développement du travail indépendant [pourrait] permettre simplement de contourner la protection de l'emploi salarié ».

Cette problématique a suscité l'apparition de prophètes et de gourous inégalement inspirés, qui fonctionnent en réseaux souvent concurrents et font preuve d'une grande habileté pour obtenir des subventions de l'Etat ou des grandes entreprises [5]. La fascination technologique de ces grands initiés sert ainsi à diffuser une nouvelle idéologie selon laquelle l'emploi, le salariat, la protection sociale, la santé publique, les retraites par répartition seraient aujourd'hui dépassés. Il serait selon eux vain et réactionnaire de vouloir « faire tourner à l'envers la roue de l'histoire », plutôt que d'inventer les moyens de s'adapter au mouvement impétueux du progrès technologique.

Un discours multiforme se construit alors, qui exalte la « transversalité » contre la « verticalité », le « nomadisme » contre le « sédentarisme », la « réforme » contre le « conservatisme ». Il enjoint la majorité des être humains à s'adapter à d'inéluctables mutations, et à renoncer à toute forme solidaire d'organisation sociale. Il martèle l'idée que « le travail, c'est fini » et que la seule compensation à laquelle on puisse prétendre est un (petit) revenu dans le cadre d'une société d'apartheid [6].

La fragmentation sociale

Il y a 35 ans, deux économistes, Jean Amado et Christian Stoffaes [7], réfléchissaient déjà sur les effets sociaux des mutations technologiques. On allait selon eux vers une « socio-économie duale », organisée en deux grands sous-ensembles : « D'une part, un sous-ensemble adapté aux technologies nouvelles (...) d'autre part, un sous-ensemble incarnant l'héritage de nos traditions culturelles, constitué d'organisations isolées de la concurrence internationale, faisant pénétrer plus lentement les technologies modernes, d'un revenu moindre mais d'un mode de vie plus convivial et plus classique ».

Les auteurs avertissaient, avec une grande délicatesse dans le choix des termes, que ce serait « une erreur que de considérer les éléments et les membres du secteur le moins avancé technologiquement comme appartenant à une sous-race et à l'archaïsme ». Cependant cet esprit de tolérance n'allait pas beaucoup plus loin : « Encore faudra-t-il [qu'ils] ne revendiquent pas le même degré d'avantages notamment en terme de revenus que ceux qui subissent les contraintes de l'impératif technologique et de son contexte industriel ».

Ce pronostic était partagé par le marxiste Ernest Mandel qui évoquait, dans un texte de 1986 [8], une « société duale qui diviserait le prolétariat actuel en deux groupes antagoniques : ceux qui continuent à participer au processus de production de la plus-value, c'est-à-dire au processus de production capitaliste (avec une tendance à la réduction des salaires) ; ceux qui sont exclus de ce processus, et qui survivent par tous les moyens autres que la vente de leur force de travail aux capitalistes ou à l'Etat bourgeois : assistance sociale, augmentation des activités "indépendantes", paysans parcellaires ou artisans, retour au travail domestique, communautés "ludiques", etc., et qui achètent des marchandises capitalistes sans en produire. Une forme transitoire

de marginalisation par rapport au processus de production "normal" se trouve dans le travail précaire, le travail à temps partiel, le travail au noir qui touchent particulièrement les femmes, les jeunes travailleurs, les immigrés, etc. ».

Comment ne pas voir dans ces exercices de prospective une image assez fidèle de la réalité actuelle ? Car c'est bien cette logique de fragmentation sociale qui est à l'oeuvre depuis de longues années et que la crise ne peut qu'intensifier. Ce durcissement des rapports sociaux n'est pas l'effet de la seule automatisation capitaliste mais on pourrait reprendre aujourd'hui ce que disait Marx de la machine dans *Le Capital* : « la machine n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié superflu. C'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie, et il le proclame hautement » [9].

RTT ou revenu universel ?

Les promoteurs du revenu universel partent du postulat selon lequel les robots vont conduire à une hécatombe d'emplois. Par conséquent, les richesses produites devraient être distribuées sous forme d'un revenu déconnecté de l'emploi.

Admettons même que la menace de destructions massives d'emplois soit crédible. Pour en déduire la nécessité d'un revenu universel, il faut renoncer à d'autres alternatives. Imaginons en effet une société qui, grâce à une invention magique, n'aurait plus besoin que de la moitié du temps de travail pour obtenir le même niveau de vie. Elle pourrait décider que la moitié des producteurs continuent à travailler autant qu'avant, et que l'autre moitié serait « dispensée » de travail et bénéficierait d'un revenu dérivé. Mais elle pourrait aussi profiter de cette manne technologique pour diviser par deux le temps de travail de chacun(e).

C'est bien ce qui s'est passé historiquement : la productivité horaire du travail a été multipliée par 13,6 au cours du 20^e siècle, et la durée du travail a baissé de 44 %. Bref, nous travaillons à mi-temps par rapport à nos arrière-grands-parents et si tel n'avait pas été le cas, le chômage aurait atteint des niveaux encore plus insupportables. Cela ne s'est pas fait « naturellement » : ce sont les luttes sociales qui ont assuré cette redistribution des gains de productivité sous forme de baisse du temps de travail. Et même l'OCDE évoque cette possibilité toujours ouverte : « même si le besoin de main-d'œuvre est moindre dans un pays en particulier, cela peut se traduire par une réduction du nombre d'heures travaillées, et pas nécessairement par une baisse du nombre d'emplois » [10].

Le revenu universel est un chèque qui, soit dit en passant, risque de ressembler à un « salaire maternel » pour les femmes. Pourtant, le progrès social est toujours passé par une remise en cause de la logique marchande capitaliste. Cette « démarchandisation » a conduit à une satisfaction gratuite ou quasi gratuite des droits sociaux : à l'éducation, à la santé, à la retraite, etc. Les projets de revenu universel tournent le dos à ce mouvement en étendant le domaine de la marchandise.

L'horizon de la transformation sociale devrait au contraire être une société du temps libre étendant le champ de la gratuité, les étapes intermédiaires étant la lutte pour les 32 heures, la défense des services publics, ainsi que la revalorisation et l'extension des revenus sociaux.

Notes

Les références sont en ligne ici : <http://goo.gl/B6viQU>

[1] M. I. Wolter, A. Mönning, M. Hummel *et al.* (2015), « Industrie 4.0 und die Folgen für Arbeitsmarkt und Wirtschaft

[2] Michel Husson, « La formation d'une classe ouvrière mondiale », *note hussonet* n°64, 2013.

[3] OCDE, « Automatisation et travail indépendant dans une économie numérique », mai 2016.

[4] Patrick Artus, « Les travailleurs indépendants : évolution normale du marché du travail avec le numérique ou contournement de la protection de l'emploi salarié ? », 7 juin 2016.

[5] Michel Husson, « Fin du travail : le temps des gourous », *A l'encontre*, 23 juin 2016.

[6] Benjamin Dessus, « Revenu universel : le risque d'apartheid », *AlterEcoPlus*, 27 mai 2016.

[7] Jean Amado et Christian Stoffaes, « Vers une socio-économie duale ? », dans *La Société française et la technologie*, Commissariat général du plan, Paris, 1980.

[8] Ernest Mandel, « [Marx, la crise actuelle et l'avenir du travail humain](#) », *Revue Quatrième Internationale* n°20, mai 1986.

[9] Karl Marx *Le Capital*, Livre I, Editions sociales, tome 2, p.116 ; *Oeuvres*, La Pléiade, p.1292.

[10] OCDE, « Automatisation et travail indépendant dans une économie numérique », mai 2016.